



Organisation
mondiale de la Santé

BUREAU RÉGIONAL DE L'

Europe

Septembre 2016

Santé 2020: Action multisectorielle pour la santé des migrants

Synergie entre secteurs : des actions publiques conjointes pour renforcer la santé des migrants

Il est admis que les migrations sont l'un des plus grands défis qui se posent aujourd'hui et se poseront aux sociétés dans les décennies à venir. On compte actuellement dans le monde quelque 215 millions de migrants internationaux et 740 millions de migrants internes.

La mobilité humaine accroît la diversité des sociétés, causant des difficultés d'intégration ainsi que des problèmes démographiques. Les systèmes de santé doivent être flexibles et s'adapter aux divers profils et besoins sanitaires des personnes. En outre, le droit à la santé est une valeur universelle ayant inspiré les lois constitutionnelles de nombreux pays. Conformément aux principes des droits de l'homme, la santé des migrants doit donc être assurée, pour permettre aux populations migrantes de

participer socialement, économiquement et politiquement aux sociétés. Cette réflexion forme la base de la résolution WHA61.17 sur la santé des migrants, approuvée par l'Assemblée mondiale de la santé en 2008.

Les migrants constituent une population hétérogène, composée de catégories diverses et qui se recoupent, parmi lesquelles les migrants de travail et leurs familles, les étudiants étrangers, les migrants en situation irrégulière, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays, les demandeurs d'asile, les réfugiés, les mineurs non accompagnés et les victimes de la traite d'êtres humains. L'absence de consensus sur les définitions souligne la complexité de cette question.

Par ailleurs, l'action dans le domaine des migrations et de la santé engage divers acteurs, publics ou non, tels que les affaires intérieures et les affaires étrangères, la justice, le travail, les affaires sociales, l'éducation et la santé, dont les politiques et les interventions ont des conséquences dans tous les secteurs. Les méthodes multisectorielles et transnationales à plusieurs niveaux sont la voie à suivre pour permettre des changements coordonnés, structurels et durables dans ce domaine. Cette synthèse vise à procurer aux responsables politiques et aux principaux responsables officiels un panorama des acteurs publics majeurs de ce processus et à présenter les grandes actions intersectorielles pouvant améliorer la santé des migrants et leurs effets sur la santé publique.

Messages clés

Le but de Santé 2020 consiste à « améliorer de manière significative la santé et le bien-être des populations, réduire les inégalités de santé, renforcer la santé publique et mettre en place des systèmes de santé universels, équitables, durables, de qualité et axés sur la personne ».



1

La santé et le bien-être sont des biens publics et des atouts pour le développement humain, qui contribuent à bâtir des sociétés fortes, dynamiques et créatives.



2

La meilleure façon de garantir la santé et le bien-être est de mener une action pangouvernementale, et Santé 2020 encourage des approches pangouvernementales et pansociétales.

**SANTÉ
2020**



5

La meilleure façon de mesurer le progrès social est d'utiliser des indicateurs objectifs de santé, d'équité en santé et de bien-être, qui incluent notamment les conditions dans lesquelles les personnes naissent, vivent et travaillent.



4

Les pays, villes et populations sont à des stades différents, chacun est unique et pourra réaliser des objectifs communs en choisissant des voies diverses.



3

La santé et le bien-être peuvent être améliorés et les inégalités de santé peuvent être réduites si l'on mène les bonnes politiques et que l'on oeuvre avec les autres secteurs.



Le contexte : migration et santé dans la Région européenne de l'OMS

La population de la Région européenne de l'OMS comprend 8 % de migrants, soit 77 millions de personnes, selon les estimations de 2013 du département des affaires économiques et sociales des Nations Unies. Les migrations ont des conséquences sur la santé publique à court, moyen et long termes ; ces conséquences diffèrent mais touchent l'ensemble des 53 pays de la Région européenne. Les pays méditerranéens du sud prennent essentiellement en charge les flux de migrations diverses, soudaines et nombreuses en provenance de l'Afrique du Nord et du Moyen-Orient, tandis que les pays du nord de l'Europe affrontent les difficultés de l'intégration de réfugiés et de demandeurs d'asile, essentiellement, en raison de leur système d'aide sociale favorable. Les pays

situés dans la partie orientale de la Région reçoivent quant à eux un nombre croissant de migrants économiques. Mais en dépit des différentes dynamiques sous-régionales de migration, les questions et les problèmes de santé publique communs doivent être traités ; ils nécessitent un dialogue trans-régional, pour assurer des interventions coordonnées et durables en matière de santé publique et de systèmes de santé, et pour améliorer la santé des migrants et de la population dans son ensemble.

8%

estimés de migrants dans la population de la Région européenne de l'OMS

77m

de personnes (2013)

Santé 2020: un cadre d'action

Le but de Santé 2020 consiste à « améliorer de manière significative la santé et le bien-être des populations, réduire les inégalités de santé, renforcer la santé publique et mettre en place des systèmes de santé universels, équitables, durables, de qualité et axés sur la personne ».

Tous les États membres de la Région européenne de l'OMS ont convenu de suivre les progrès accomplis dans la réalisation de six cibles communes :

- 1. Réduire la mortalité prématurée dans la Région européenne d'ici à 2020**
- 2. Prolonger l'espérance de vie dans la Région européenne**
- 3. Limiter le manque d'équité en matière de santé dans la Région européenne**
- 4. Améliorer le bien-être des populations de la Région européenne**
- 5. Assurer une couverture sanitaire universelle et jouir du plus haut niveau de santé possible**
- 6. Définir des cibles et des buts nationaux en rapport avec la santé dans les États membres.**

Ce qui permet aux sociétés de prospérer et de s'épanouir permet également aux populations de jouir d'une bonne santé, et les politiques qui en tiennent compte ont davantage d'impact.

Une tâche essentielle consiste à sensibiliser et à renforcer les capacités pour que les objectifs sanitaires fassent partie du développement socioéconomique et humain d'ensemble. Tous les domaines politiques, dont la santé, doivent revoir leur mode de fonctionnement et avoir recours à de nouvelles formes et méthodes politiques. Et cela s'applique à tous les niveaux : local, national et mondial.

Le processus de migration, déterminant de la santé des migrants

Le processus de migration, défini par les conditions que les migrants rencontrent dans leur pays d'origine, les pays de transit, pendant leur voyage, dans les pays de destination et pendant le retour, implique une exposition potentielle à des risques sanitaires pouvant attaquer le bien-être physique, mental et social des migrants. Bien que la plupart de ces facteurs de risque ne proviennent pas du secteur de

la santé, ils influent fortement sur le bilan sanitaire de ce groupe de population et de la communauté d'accueil. Par exemple, les migrants peuvent avoir un accès limité aux services de santé et de soins préventifs dans les pays de transit et le pays de destination, ce qui augmente leur sensibilité aux maladies infectieuses comme aux maladies non transmissibles. En raison de la pluralité des profils de migrants, le processus de

migration à étapes multiples peut différer considérablement d'un migrant à l'autre. La connaissance des possibles risques sanitaires qu'implique le processus, et des acteurs impliqués à chaque étape, est essentielle pour s'engager dans des actions intersectorielles conjointes qui agissent sur ces déterminants et tiennent compte de l'aspect de santé publique des migrations.

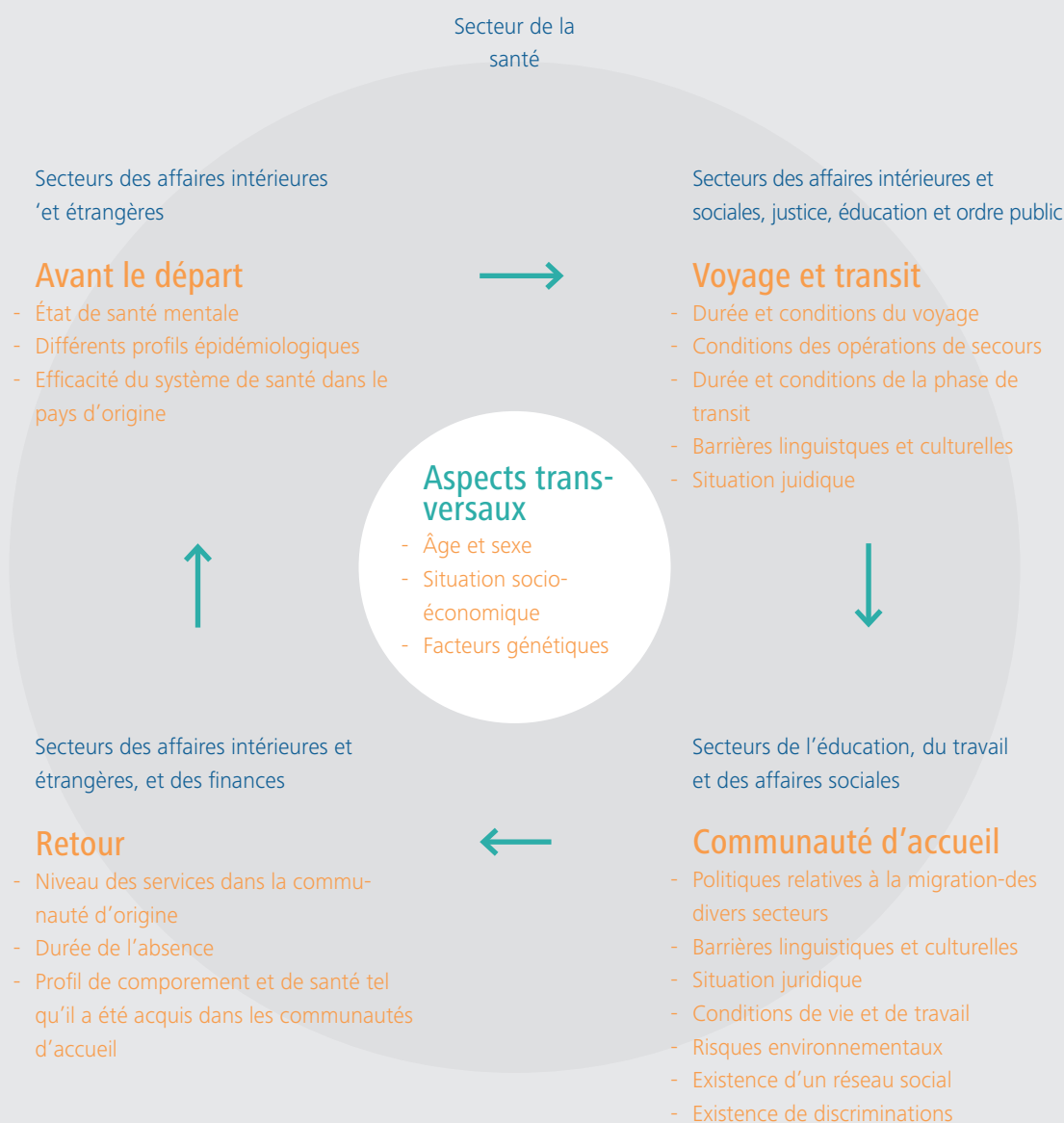


Figure. 1 Déterminants de la santé des migrants pendant le processus de migration et principaux acteurs publics impliqués. Adaptée de : Migration internationale, santé et droits de l'homme. Genève : Organisation internationale pour les migrations ; 2013.

Politiques et interventions intersectorielles visant à agir sur les déterminants de la santé des migrants

Comme le montre la Figure 1, la diversité des acteurs publics impliqués dans le processus de migration implique de mettre en œuvre des interventions dans et hors du secteur de la santé, pour s'attaquer aux déterminants sous-jacents de la santé. Le tableau ci-dessous montre des exemples d'actions conjointes pouvant améliorer la santé des migrants, au cours des différentes phases.

Avant le départ

PROBLÈMES	PRINCIPAUX SECTEURS IMPLIQUÉS	ACTIONS CONJOINTES POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DES MIGRANTS
Prévoir les importantes arrivées de migrants internationaux ayant des profils épidémiologiques distincts, des problèmes de santé mentale et des barrières linguistiques et culturelles	Affaires étrangères, affaires intérieures et santé	À côté de la coopération internationale transfrontalière, la collaboration intersectorielle au sein des gouvernements et des organisations internationales est nécessaire pour prévoir de possibles larges arrivées de migrants et planifier en fonction de leurs besoins de santé ; les plans d'urgence sont d'utiles outils permettant de coordonner ces situations.

Voyage et transit

PROBLÈMES	PRINCIPAUX SECTEURS IMPLIQUÉS	ACTIONS CONJOINTES POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DES MIGRANTS
Réduire la mortalité et la morbidité chez les migrants pendant les opérations de secours	Affaires intérieures et santé	Tenir compte des conséquences des opérations de secours sur la santé publique, en procurant un premier secours lorsque c'est possible et nécessaire.
Identifier les besoins en santé des migrants et les conséquences sur la santé publique, pour protéger les populations migrantes et les habitants	Santé, affaires intérieures et travail	Mettre en œuvre des mesures de santé publique pour lutter contre la propagation des maladies, en lien avec des diagnostics et des traitements adaptés pour respecter le droit des migrants à la santé. D'un point de vue de santé publique, les flux diversifiés de migrants arrivant en Europe ne représentent pas une menace pour la santé des populations résidentes, mais constituent une population vulnérable qui doit être protégée des maladies transmissibles.
Réduire les conséquences néfastes des périodes de détention criminelle ou administrative sur le bien-être physique, mental et social des migrants.	Santé, affaires intérieures et travail	Éviter la détention en tant qu'option politique dans les questions de migration, ne l'utiliser qu'en dernier recours, explorer le recours à des mesures non privatives de liberté et partager les bonnes pratiques entre pays.



...

Réduire les obstacles systémiques entravant l'accès aux services sanitaires et sociaux, de même que les barrières culturelles dans les centres de migration, pendant la prestation de services de soins et au-delà	Éducation, justice, affaires sociales et santé	Reconnaître la médiation culturelle comme une profession ; offrir des formations sur les migrants au personnel de santé et hors secteur de la santé, ainsi qu'aux professionnels de niveau éducatif inférieur à la licence ; proposer des soins de santé normalisés et prenant en compte les spécificités culturelles, des informations sanitaires et des programmes de santé publique dans les soins en santé primaires et au niveau hospitalier
Réduire les peurs et les actes nocifs concernant la situation juridique incertaine des migrants	Affaires sociales, santé et justice	Fournir aux migrants des informations et des conseils juridiques, notamment sur leur droit aux soins de santé et aux autres services publics ; et conduire des campagnes d'information ciblant les communautés résidentes

Communauté d'accueil

PROBLÈMES	PRINCIPAUX SECTEURS IMPLIQUÉS	ACTIONS CONJOINTES POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DES MIGRANTS
Diminuer les conséquences néfastes des mauvaises conditions de vie et de travail sur la santé des migrants	Travail, affaires sociales et santé	Proposer aux migrants des programmes de santé du travail. Offrir une autonomisation économique, des formations et des possibilités de développement personnel aux populations de migrants de faible niveau socio-économique.
Diminuer les inégalités liées aux nuisances dues à l'obésité, au tabac et à l'alcool dans les populations migrantes dont la situation socio-économique est précaire	Éducation et santé	Tenir compte de la diversité ethnique et sociale dans l'éducation à la santé et promouvoir des campagnes sur les régimes alimentaires sains, l'activité physique, et la consommation de tabac et d'alcool
Améliorer l'insertion sociale de la population migrante, réduire la discrimination et la stigmatisation	Travail, affaires sociales et santé	Politiques de contrôle épidémiologique et immunologique pour éviter d'exacerber la stigmatisation et la marginalisation des personnes migrantes ; établir des politiques de lutte contre la discrimination des femmes et des opportunités égales vis-à-vis de la législation du travail ; mettre en œuvre de larges interventions pour améliorer l'insertion sociale des groupes ethniques marginalisés ; et promouvoir la connaissance des effets positifs de la migration sur les communautés d'accueil, notamment l'atténuation des données démographiques sur le vieillissement et la contribution aux économies nationales, due à la participation à la population active et à la hausse des revenus fiscaux

Retour

PROBLÈMES	PRINCIPAUX SECTEURS IMPLIQUÉS	ACTIONS CONJOINTES POUR AMÉLIORER LA SANTÉ DES MIGRANTS
Prévenir les comportements néfastes à la santé et les risques sanitaires, permettre le maintien des traitements et le suivi des maladies chez les migrants qui retournent dans leur pays d'origine	Affaires étrangères, finances, affaires intérieures et santé	Établir des dispositifs de coordination interpays dans le secteur de la politique étrangère, pour favoriser la collaboration entre les secteurs de la santé, de la politique étrangère et des finances, minimiser les inquiétudes et les obstacles économiques pour fournir des services de santé entre les pays d'origine et de destination

Réponse intersectorielle aux autres grands problèmes extérieurs au processus de migration

SANTÉ 2020

En raison de la forte sensibilité politique de ce sujet, les autres problèmes, dépassant le strict processus de la migration, jouent un rôle crucial dans la prise en charge correcte des problèmes de santé et de migration. L'importance de la migration pour le développement durable et équitable est largement admise. En effet, les migrants contribuent significativement à l'économie des pays d'accueil, en tant que solide part de la population active, et à celle de leurs pays d'origine, au moyen de leurs versements d'argent. Cependant, l'idée erronée selon laquelle les migrants font peser une lourde charge financière sur la société d'accueil et les ressources financières limitées des systèmes de santé, n'encourage pas la protection de la santé des migrants. Ne

pas assurer l'accès des migrants aux soins de santé est souvent utilisée comme option politique. Pour améliorer l'insertion des migrants et réduire le sentiment d'hostilité à leur égard chez les habitants, il est important que les gouvernements et les populations soient bien informés. En raison de leur proximité, les autorités sanitaires régionales et locales peuvent jouer un rôle fondamental dans l'élaboration de liens avec les communautés migrantes. En outre, la cohérence entre les institutions nationales et sous-nationales est essentielle, au vu de la fragmentation des compétences institutionnelles dans ce domaine spécifique.

Aspects transversaux

Pour réduire les inégalités de santé et réaliser la santé pour tous, les politiques et les interventions conjointes mentionnées ci-dessus doivent être mises en place en respectant pleinement le principe de non-discrimination et dans l'ensemble, en adoptant une approche axée sur les droits de l'homme. Une attention particulière doit être accordée aux femmes et aux enfants migrants, qui peuvent être vulnérables pour plusieurs raisons. Prendre en compte

l'équité dans l'application des interventions en santé et dans des domaines autres que la santé, promouvoir la compréhension entre le secteur de la santé et les autres secteurs, et accélérer le dialogue entre eux accentuera le caractère inclusif des systèmes de santé dans les pays ; cela influera également de façon positive sur les indicateurs macroéconomiques des pays, profitant ainsi aux populations de migrants comme aux sociétés dans leur ensemble.

Limiter les inégalités en santé

Pour limiter les inégalités en santé, les éléments suivants sont un bon point de départ:

TOUT AU LONG DE LA VIE

- Protection sociale pour les femmes, les futures mères et les jeunes familles
- Éducation et système de soins dès le plus jeune âge, abordables économiquement, de qualité et universels
- Éradication des emplois dangereux et accès à des emplois de qualité
- Action intersectorielle cohérente et efficace pour s'attaquer aux inégalités dont sont victimes les personnes âgées

LA SOCIÉTÉ DANS SON ENSEMBLE

- Meilleure protection sociale, en fonction des besoins
- Création conjointe et partenariat avec les personnes ciblées, la société civile et des partenaires citoyens
- Action de réduction de l'exclusion
- Égalité des sexes

DANS UN CONTEXTE ÉLARGI

- Allègements fiscaux et transferts sociaux pour promouvoir l'équité
- Planification à long terme, grâce à des liens avec les autres politiques

SYSTÈMES

- Cohérence accrue entre les secteurs
- Interventions globales
- Établissement régulier de rapports et examen public

